

Ce document est une publication en ligne convertie en format PDF par la Bibliothèque de l'Assemblée nationale pour fin de conservation. Certains hyperliens externes contenus dans ce document peuvent être inactifs.

Ministère



Organismes

Occupation et  
vitalité des  
territoiresHabitation et  
Protection du  
consommateurDéveloppement  
territorialAménagement du  
territoireOrganisation  
municipale

Infrastructures

Finances et  
fiscalitéÉvaluation  
foncièrePlaintes et gestion  
contractuelleMunicipalité  
durableCommission  
municipale du  
QuébecAffaires  
métropolitainesSecrétariat à la  
région  
métropolitaineSommet  
économique  
régional 2015
[Publications](#) > [Bulletin Muni-Express](#) > [2018](#) > N° 10 - 03 juillet 2018

# muniexpress

Affaires municipales et Occupation du territoire



N° 10 – 03 juillet 2018

## Principales obligations des municipalités en lien avec la Loi favorisant le respect de la neutralité religieuse de l'État et visant notamment à encadrer les demandes d'accommodements pour un motif religieux dans certains organismes

Le 18 octobre 2017, était sanctionnée la [Loi favorisant le respect de la neutralité religieuse de l'État et visant notamment à encadrer les demandes d'accommodements pour un motif religieux dans certains organismes](#) (la Loi). Le projet de cette loi a été présenté à l'Assemblée nationale par la ministre de la Justice (projet de loi n° 62).

Les municipalités, les communautés métropolitaines, les régies intermunicipales et les offices municipaux d'habitation sont assujettis à cette loi, à l'exception des municipalités régies par la Loi sur les villages cris et le village naskapi ou par la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik.

Les dispositions de la Loi prévoient les obligations suivantes :

- les membres du personnel des organismes publics doivent faire preuve de neutralité religieuse dans l'exercice de leurs fonctions : cela comprend notamment le devoir d'agir, dans l'exercice de leurs fonctions, de façon à ne pas favoriser ni défavoriser une personne en raison de l'appartenance ou non de cette dernière à une religion, ni en raison de leurs propres convictions ou croyances religieuses ou de celles d'une personne en autorité;
- les membres du personnel des organismes publics et de certains autres organismes ainsi que les personnes élues doivent exercer leurs fonctions à visage découvert;
- une personne qui se présente pour recevoir un service par l'un d'eux doit avoir le visage découvert lors de la prestation du service.

La Cour supérieure a suspendu l'application des obligations concernant le visage découvert le 1er décembre 2017. Cette suspension a été prolongée le 28 juin 2018 pour une période inconnue, soit jusqu'à ce que la Cour supérieure se prononce sur la validité de l'article 10 de la Loi qui introduit ces obligations. Nous vous tiendrons informés des développements à ce sujet.


La Loi prévoit aussi les conditions suivant lesquelles des accommodements pour un motif religieux peuvent être accordés ainsi que les éléments particuliers qui doivent être considérés lors du traitement de certaines demandes d'accommodement. Ces dispositions sont applicables depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2018.



## Conséquences pour les municipalités


En sa qualité de plus haute autorité administrative au sens de la Loi, il appartient au conseil de prendre les moyens nécessaires pour assurer le respect des mesures qui y sont prévues. En outre, le conseil doit désigner, au sein de son personnel, un répondant en matière d'accommodement. Celui-ci a pour fonctions de guider le conseil, ainsi que les membres du personnel de la municipalité, en matière d'accommodement et de leur formuler des recommandations ou des avis dans le cadre du traitement des demandes reçues.

Il est à noter que, selon les besoins et les ressources de la municipalité, le répondant en matière d'accommodement pourrait être un employé relevant de la Direction des ressources humaines ou encore le directeur général.

## Accompagnement pour la mise en œuvre de la Loi

En appui aux organismes, et comme le prévoit l'article 12 de la Loi, la ministre de la Justice a procédé à la publication, ce 9 mai 2018, des [Lignes directrices portant sur le traitement d'une demande d'accommodement pour un motif religieux](#) . Celles-ci proposent une démarche d'analyse dans le but de faciliter le traitement des demandes.

En complémentarité avec ces lignes directrices, le ministère de la Justice (MJQ) a développé une formation en ligne destinée à outiller et à accompagner les répondants en matière d'accommodement des organismes visés par la Loi. La formation est disponible sur le site [Internet du MJQ](#)  et pourra être suivie jusqu'au 31 août 2018. Pour ce faire, les personnes intéressées devront entrer le nom d'utilisateur et le mot de passe fournis par leur association municipale ([voir note 1](#)). Après cette date, les personnes intéressées devront s'adresser directement au MJQ, à [formation\\_loi62@justice.gouv.qc.ca](mailto:formation_loi62@justice.gouv.qc.ca) , pour obtenir l'accès à la formation.

En outre, la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse offre un service conseil en matière d'accommodement raisonnable (que ce soit pour un motif religieux ou pour un autre motif). Les personnes intéressées peuvent aussi consulter le guide virtuel [Traitement d'une demande d'accommodement](#)  disponible sur le site Internet de la Commission.

## Pour joindre la Commission

Service-conseil en matière d'accommodements raisonnables :

- ☎ 514 873 5146 ou 1 800 361 6477, poste 6
- ☎ Site Internet : <http://www.cdpcj.qc.ca/> 

---

### Note

1. Fédération québécoise des municipalités, Union des municipalités du Québec, Association des directeurs municipaux du Québec, Association des directeurs généraux des MRC du Québec, Association des directeurs généraux des municipalités du Québec, Corporation des officiers municipaux agréés du Québec.
-

---

**Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire**

10, rue Pierre-Olivier-Chauveau

Québec (Québec) G1R 4J3

Téléphone : 418 691-2015

La reproduction partielle ou totale de cette publication est autorisée pour des fins non commerciales à la condition d'en mentionner la source.



[Crédits photos](#) - [Politique de confidentialité](#) - [Accessibilité](#) - [Accès à l'information](#) - [Règles d'utilisation des médias sociaux](#) - [Données ouvertes](#)

**Québec**

© Gouvernement du Québec, 2010